


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Le progrès social, seule issue à la crise !

Le premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé ce lundi sa démission 27 jours seulement après sa nomination, avant même d'avoir prononcé son discours de politique générale et présenté son budget. Depuis sa nomination, les travailleurs et les travailleuses se sont mobilisés à trois reprises pour dénoncer la violence du budget en préparation et exiger des réponses sociales, écrivant ainsi une rentrée sociale inédite. Au lieu de revoir sa copie, de renoncer aux reculs sociaux (année blanche, réforme de l'assurance chômage, doublement des franchises médicales...), au lieu de mettre en place la justice fiscale et d'abroger la réforme des retraites, Sébastien Lecornu a préféré maintenir le budget et le gouvernement de son prédécesseur. Il n'a pas eu le courage d'affronter les grands patrons et les plus riches et de rompre avec la politique de l'offre d'Emmanuel Macron.

Il est donc le 5e Premier ministre en 2 ans à être contraint à la démission du fait de la violence sociale de sa politique.


Encore une fois, au lieu de changer de politique le président de la République fait le choix du chaos institutionnel. Il prend le risque de transformer une crise sociale et démocratique en crise de régime. Le Medef, quant à lui, en multipliant les gesticulations pour empêcher toute justice fiscale et sociale, porte une lourde responsabilité.

Cette décision est d'autant plus grave dans un contexte de tensions géopolitiques majeures, alors que l'extrême droite représente un danger central pour les démocraties, les libertés et les droits sociaux en France et dans le monde.

Les travailleuses et les travailleurs, les jeunes et les retraité-es ont construit une mobilisation historique pendant 2 ans et demi contre la réforme des retraites. Emmanuel Macron a fait le choix de l'ignorer et d'imposer sa réforme par 49-3. Il a donc été sanctionné par les urnes et a perdu toute majorité suite à sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Les travailleurs et les travailleuses, et la population doivent être entendus. Les dénis démocratiques et les passages en force doivent cesser.

Comme la CGT le martèle : il n'y aura pas de stabilité sans justice sociale.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Face à l'irresponsabilité du président de la République, du gouvernement et de leurs alliés patronaux, la CGT appelle au rassemblement des forces de progrès social pour barrer la route à l'extrême droite et gagner enfin la réponse aux urgences sociales et environnementales :

- Mettre en place la justice fiscale
- Débloquer les moyens nécessaires pour nos services publics et pour la transformation environnementale
- Abroger la réforme des retraites
- Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux
- Arrêter les licenciements, réindustrialiser et décarboner le pays
- Mettre fin à la chasse aux travailleuses et travailleurs sans papier et à la stigmatisation des étrangers et des précaires

Dans ce contexte d'instabilité maximum, la CGT continuera à prendre toutes ses responsabilités pour que le monde du travail soit enfin entendu. Plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, privé.es d'emploi, jeunes retraité.es se sont déjà mobilisé.es les 10, 18 septembre et 2 octobre dans le cadre d'une rentrée sociale d'ampleur historique. Le 9 octobre, à l'initiative des professionnels de la santé et de l'action sociale, de la sécurité sociale et du médicament une manifestation nationale aura lieu pour exiger un tout autre budget de la Sécurité sociale à la hauteur des besoins. **La CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à continuer leurs actions dans les entreprises pour les salaires, l'emploi et les conditions de travail. La CGT continuera à travailler pour renforcer l'unité syndicale et permettre les mobilisations les plus larges.**

Montreuil, le 6 octobre 2025